COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 6 juillet 2023
www.professionbanlieue.org

Thomas Claudio (21 ans, Vaux-En-Velin, 1990), Aïssa Ihiche (19 ans, Mantes-la-Jolie, 1991), Youssef Khaïf (23 ans, Mantes-la-Jolie, 1991), Mohammed Barhi (18 ans, Vaulx-en-Velin, 1992), Mourad Tchier (20 ans, Vénissieux, 1993), Ibrahim Sy (18 ans, Val-de-Reuil, 1994), Mohammed Tarja (17 ans, Avignon, 1994), Faouzi Benraïs (22 ans, Toulon, 1994), Belkacem Belhabib (23 ans, Noisy-le-Grand, 1995), Djamel Benakka (26 ans, Laval, 1995), Abdelkader Bouziane (16 ans, Dammarie-lès-Lys, 1997), Habib Ould Mohamed (17 ans, Toulouse le Mirail, 1998), Ali Rezgui (19 ans, Combs-la-Ville, 2000), Moussa (17ans, les Mureaux, 2002), Zyed Benna (17 ans, Clichy-sous-Bois, 2005), Bouna Traoré (15 ans, Clichy-sous-Bois, 2005), Moushin Sehhouli (15 ans), Laramy Samoura (16 ans, Villiers-le-Bel, 2007), Aboubacar Fofana (20 ans, Villiers-le-Bel, 2007), Alhoussein Kamara (19 ans, Saint-Yrieix-sur-Charente, 2023), Nahel Merzouk (17 ans, Nanterre, 2023).

Depuis trente ans, les mêmes causes - la mort violente de jeunes hommes immigrés ou descendants d'immigrés lors d'une interaction avec la police - produisent les mêmes effets – les quartiers populaires s'embrasent et tous les regards se posent alors sur eux.

La récurrence des évènements nous oblige à regarder le problème en face :

- À nommer et lutter concrètement contre les discriminations ethno-raciales dont est victime une partie de la population de ce pays.
- À appréhender ces épisodes dans toute leur complexité, non pas comme des « émeutes » ou des « violences urbaines » - par essence dépolitisées – mais comme des « révoltes » en réaction à une situation vécue comme une injustice.
- À ne pas s'arrêter au truisme de la condamnation des actes commis, à dépasser l'émoi qu'ils peuvent légitimement susciter, et à comprendre, aussi, la colère légitime qui s'exprime et ce que ces actes véhiculent.
- À mettre enfin à l'agenda politique une réforme structurelle de l'institution policière et de ses logiques d'intervention.

Les discriminations raciales sont factuelles et documentées. Une enquête du Défenseur des Droits datée de 2017 établit que les jeunes hommes de 18 à 24 ans perçus comme noirs ou arabes/maghrébins ont une probabilité 20 fois plus élevée d'être contrôlés que les autres. En l'absence d'engagements politiques forts, les risques de situations conduisant à la mort d'un jeune et à l'embrasement des quartiers sont vouées à se répéter. Et même à se dégrader et à s'intensifier si la réponse est uniquement répressive et sécuritaire. Les préconisations ont déjà été présentées, parmi lesquelles : systématisation du récépissé de contrôle d'identité, rétablissement d'une police de proximité formée au dialogue, à la médiation et à la prévention de la population, rupture avec la conception française du maintien de l'ordre et le processus de militarisation de la police.

Au-delà de la seule question du rapport entre la police et la population, nous savons bien, Profession Banlieue fêtant ses 30 ans cette année, que ces évènements tragiques ont jalonné l'histoire de la politique de la ville et l'ont même façonnée. Nous constatons également qu'ils sont systématiquement instrumentalisés au service d'un discours qui dévalue cette politique publique et stigmatise la population et les familles.

Il est temps, bien au-delà de la politique de la ville, d'opérer une rupture avec les politiques publiques existantes qui échouent à résorber les inégalités qui frappent de plein fouet les habitants des quartiers populaires. La politique de la ville ne pourra jouer son rôle de réduction des inégalités sociales et territoriales sans qu'au préalable, les structures collectives et les services publics mis en échec sur l'ensemble du territoire national ne soient durablement refondés et réarmés. Elle ne pourra à elle seule lutter contre les discriminations sans une plus grande régulation et modération des paroles qui visent à diviser la société, à opposer les citoyens et les territoires les uns contre les autres.

Les quartiers populaires sont un miroir grossissant des crises qui traversent la société. Ils sont les territoires les plus exposés et vulnérables aux effets des crises contemporaines, mais aussi porteurs des solutions et des solidarités de proximité pour y répondre. Les forces vives présentes quotidiennement sur le terrain ne pourront pas continuer à amortir les chocs et à protéger les habitantes et habitants des quartiers sans être respectées, écoutées, soutenues par la puissance publique.

Nous souhaitons que dans les prochaines semaines et les prochains mois, chacun puisse prendre ses responsabilités, à la place qui est la sienne, pour construire collectivement des réponses durables à la hauteur des enjeux. Le renouvellement du cadre de la politique de la ville à venir est une opportunité d'enclencher ce nécessaire travail de fond, qui ne pourra pas se limiter à des effets d'annonces descendantes.

/// Contact : Sandrine Joinet-Guillou, présidente de Profession Banlieue – 06 20 69 76 64 / contact@professionbanlieue.org ///